

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

23 AVRIL 2013

Proposition de résolution relative à la situation humanitaire en Syrie et dans les pays voisins

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES ET
DE LA DÉFENSE
PAR

**MM. DE GROOTE
ET DE GUCHT**

I. INTRODUCTION

La commission a examiné la proposition de résolution qui fait l'objet du présent rapport au cours de ses réunions des 19 mars, 16 et 23 avril 2013.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

23 APRIL 2013

Voorstel van resolutie over de humanitaire situatie in Syrië en zijn buurlanden

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN
VOOR DE LANDSVERDEDIGING
UITGEBRACHT DOOR
DE HEREN DE GROOTE
EN DE GUCHT

I. INLEIDING

De commissie heeft dit voorstel van resolutie besproken tijdens haar vergaderingen van 19 maart, 16 en 23 april 2013.

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président / Voorzitter : Karl Vanlouwe.

Membres / Leden :

N-VA	Bart De Nijn, Patrick De Groote, Karl Vanlouwe, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Philippe Mahoux, Olga Zrihen.
MR	Armand De Decker, Dominique Tilmans.
CD&V	Sabine de Bethune, Johan Verstreken.
sp.a	Bert Anciaux, Dalila Douifi.
Open Vld	Jean-Jacques De Gucht.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Benoit Hellings.
cdH	Vanessa Matz.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Frank Boogaerts, Huub Broers, Lieve Maes, Elke Sleurs, Wilfried Vandaele.
Hassan Boussetta, Fatiha Saïdi, Louis Siquet.
Jacques Brotchi, Christine Defraigne, Richard Miller.
Cindy Franssen, Etienne Schouppe, Els Van Hoof.
Fatma Pehlivan, Ludo Sannen, Fauzaya Talhaoui.
Nele Lijnen, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Bart Laeremans.
Zakia Khattabi, Jacky Morael.
André du Bus de Warnaffe, Bertin Mampaka Mankamba.

Voir :

Documents du Sénat :

5-1986 - 2012/2013 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Douifi et consorts.
N° 2 : Amendements.

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-1986 - 2012/2013 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Douifi c.s.
Nr. 2 : Amendementen.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF DE M. BERT ANCIAUX, COAUTEUR DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Le 15 mars 2013 a marqué le deuxième anniversaire des manifestations pacifiques par lesquelles les Syriens ont tenté de revendiquer des réformes, à l'instar de ce qu'avaient accompli les Tunisiens et les Égyptiens. Cet anniversaire n'a toutefois rien de réjouissant. Tous les mois, voire toutes les semaines, des nouvelles catastrophiques nous parviennent à propos des hostilités et des violations des droits de l'homme. Il y avait un demi-million de réfugiés au début du mois de décembre. Aujourd'hui, à peine trois mois plus tard, ce chiffre a doublé et il faut encore y ajouter deux millions de personnes déportées en Syrie même qui se déplacent à chaque fois que de nouveaux combats éclatent.

Les violences incessantes ont déjà coûté la vie à 70 000 (voire à 90 000) personnes. Chaque jour, 7 000 Syriens arrivent dans un des pays voisins à la recherche d'un refuge. D'autres fuient en Égypte et en Europe. Les trois quarts d'entre eux sont des femmes et des enfants, dont beaucoup sont traumatisés à vie après ce qu'ils ont dû endurer ou par ce qu'ils ont vu. L'Unicef parle même d'une génération perdue d'enfants qui ne sont pas scolarisés et qui ne connaissent que la violence.

Il ressort d'un rapport de *Save the children* que des groupes armés des deux parties du conflit recrutent un nombre croissant d'enfants, qui n'ont souvent pas plus de huit ans, avec les conséquences négatives que cela comporte pour tous les aspects de leur vie.

Les réfugiés affluent beaucoup plus vite que les moyens financiers nécessaires pour les aider. Le 30 janvier 2013, 1,5 milliard de dollars ont été promis lors d'une conférence de donateurs au Koweït. Il a déjà été signalé, dans la résolution, que l'argent promis ne parvient souvent pas assez vite aux organisations humanitaires et que l'aide n'est pas répartie de manière égale entre les différentes zones. À ce jour encore, les organisations humanitaires n'ont vu qu'une petite partie de ces généreux montants qui ont été promis. En outre, les pays qui accueillent les réfugiés arrivent aux limites de leur capacité. La population jordanienne a ainsi augmenté de pas moins de 10 %.

Malheureusement, les chefs d'État et de gouvernement européens ne semblent parler pour le moment que d'éventuelles livraisons d'armes au lieu de se soucier des personnes qui se sentent le jouet des événements et qui ne fondent guère d'espoir dans les parties au conflit. Ils négligent le risque que ces armes peuvent être employées contre des citoyens ordinaires pour régler des rancunes personnelles et des vieux comptes. Ces armes peuvent encore être utilisées après

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE HEER ANCIAUX, MEDE-INDIENER VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

Op 15 maart 2013 was het twee jaar geleden dat vreedzame betogers in Syrië naar het voorbeeld van de Tunesiërs en de Egyptenaren probeerden om via vreedzame betogingen hervormingen te eisen. Twee jaar later is er echter niets om te vieren. Maandelijks — zelfs wekelijks — bereiken ons onheilstijdingen over oorlogsgeweld en schendingen van de mensenrechten. Begin december waren er een half miljoen vluchtelingen. Nu, amper drie maanden later, is dat cijfer verdubbeld en nog eens twee miljoen mensen bevinden zich nog ontheemd in Syrië, telkens wegtrekkend als er nieuwe gevechten uitbreken.

Het aanhoudende geweld heeft al aan 70 000 (of zelfs 90 000) mensen het leven gekost. Elke dag arriveren er opnieuw 7 000 Syriërs in een van de buurlanden, op zoek naar een veilig onderkomen. Anderen vluchten naar Egypte en Europa. Driekwart van hen zijn vrouwen en kinderen, velen voor het leven getraumatiseerd, na wat ze hebben moeten doorstaan of door wat er zich voor hun ogen heeft afgespeeld. Unicef spreekt zelfs van een verloren generatie van kinderen die geen onderwijs krijgen en enkel geweld kennen.

Uit een rapport van *Save the children* blijkt dat steeds meer kinderen, vaak niet ouder dan acht jaar, gerekruteerd worden door gewapende groepen aan beide kanten van het conflict, met negatieve gevolgen voor alle aspecten van hun leven.

De vluchtelingen stromen veel sneller toe dan de financiële middelen die nodig zijn om hen te helpen. Op 30 januari 2013 werd tijdens een donorconferentie in Koeweit 1,5 miljard dollar beloofd. In de resolutie werd al gewaarschuwd dat het toegezegde geld vaak niet vlug genoeg bij de hulporganisaties terecht komt en dat de hulp niet evenredig verdeeld wordt tussen de verschillende zones. Ook nu blijkt dat de hulporganisaties nog maar weinig gezien hebben van die beloofde genereuze bedragen. Bovendien zitten de landen die de vluchtelingen opvangen tegen de limieten van hun capaciteit aan. Zo is de omvang van de Jordaanse bevolking met maar liefst 10 % gestegen.

Helaas lijken de Europese staatshoofden en regeringsleiders op dit moment alleen te spreken over de eventuele levering van wapens in plaats van zich te bekommeren om de mensen die zich een speelbal voelen in dit hele conflict en van geen enkele strijdende partij veel heil verwachten. Ze gaan voorbij aan het risico dat die wapens tegen gewone burgers kunnen worden ingezet om persoonlijke vetes te beslechten en oude rekeningen te vereffenen. Ook na

la guerre dans le cadre de la lutte pour le pouvoir entre les différentes factions, ce qui peut avoir de lourdes conséquences susceptibles d'entraîner toute la région, y compris par exemple le Liban, dans un nouveau conflit, dont la population civile sera de nouveau la victime.

La meilleure manière d'aider la Syrie et les pays limitrophes est de fournir une assistance supplémentaire, qu'elle soit financière ou qu'il s'agisse de la réinstallation des personnes qui n'ont plus de perspective d'une vie normale et de qualité dans ces pays, tels que les Palestiniens entre autres. En outre, la directive relative à l'octroi d'une protection temporaire (2001/55/CE) est un moyen d'accueillir provisoirement des citoyens syriens et de leur octroyer un permis de séjour pour la durée de la période de protection, après laquelle ils pourront retourner dans leur pays.

L'intervenant n'a d'ailleurs aucune confiance dans le régime pas plus que dans l'opposition.

III. DISCUSSION

M. De Gucht souligne que la communauté internationale ne fait aucun effort pour lutter contre la catastrophe humanitaire en Syrie.

Entre-temps, le conflit en Syrie fait rage depuis deux ans, a causé la mort de 80 000 personnes et a provoqué l'exode de 3 millions de civils. L'espoir d'aboutir à une solution politique diminue à vue d'oeil malgré toutes les tentatives de MM. Kofi Annan, émissaire des Nations unies pour la Syrie jusqu'à la fin août 2012, et Lakhdar Brahimi, émissaire des Nations unies pour la Syrie à partir d'août 2013. Une série d'objectifs sont avancés dans la proposition de résolution: la directive relative à l'octroi d'une protection temporaire pour les réfugiés syriens qui permettrait à ces derniers de séjourner temporairement en Europe, la réinstallation des réfugiés palestiniens et l'autorisation de mettre des fonds à la disposition d'organisations humanitaires.

Pourquoi parle-t-on uniquement de la réinstallation des réfugiés palestiniens et pas de celle des Syriens kurdes, par exemple, qui séjournent dans des camps de réfugiés dans le Nord de l'Irak? L'intervenant déposera un amendement à ce sujet.

Quelle est d'ailleurs la position de notre gouvernement à propos de l'embargo européen sur les armes contre la Syrie?

Mme Matz proposera des changements à la proposition de résolution par le dépôt d'amendements. L'oratrice est d'accord sur le principe de la réinstallation des Palestiniens, mais il faut avoir plus de détails, notamment sur le nombre de personnes concernées. Au premier point du dispositif, il est question de

de oorlog kunnen die wapens nog gebruikt worden bij de machtsstrijd tussen de verschillende facties, met mogelijk verstrekkende gevolgen die de hele regio — ook Libanon bijvoorbeeld — in een nieuw conflict kunnen doen verzeilen, waarbij opnieuw de burgerbevolking het slachtoffer zal worden.

De beste manier waarop we Syrië en de omliggende landen kunnen helpen is door extra hulp te leveren, zowel financieel als via de hervestiging van mensen die geen vooruitzicht meer hebben op een normaal en kwalitatief leven in die landen, zoals onder meer de Palestijnen. Bovendien beschikken we met de tijdelijke beschermingsrichtlijn (2001/55/EG) over een middel waarmee we Syrische burgers tijdelijk kunnen opvangen en een verblijfsvergunning bieden voor de duur van de beschermingsperiode waarna ze naar hun land kunnen terugkeren.

Spreeker heeft overigens geen enkel vertrouwen in het regime maar ook niet in de oppositie.

III. BESPREKING

De heer De Gucht stipt aan dat de internationale gemeenschap geen inspanningen doet om de humanitaire ramp in Syrië tegen te gaan.

Het conflict in Syrië is ondertussen twee jaar bezig met als gevolg 80 000 doden en 3 miljoen burgers die op de vlucht zijn. De hoop om tot een politieke oplossing te komen slinkt zienderogen ondanks alle pogingen van de heren Kofi Annan, NV-gezant voor Syrië tot eind augustus 2012, en Lakhdar Brahimi, VN-gezant voor Syrië vanaf augustus 2013. In het voorstel van resolutie worden een aantal doelstellingen naar voren geschoven: de tijdelijke beschermingsrichtlijn voor Syrische vluchtelingen waardoor zij tijdelijk in Europa zouden kunnen blijven, de hervestiging van de Palestijnse vluchtelingen en de toelating om fondsen ter beschikking te stellen van humanitaire hulporganisaties.

Waarom wordt er enkel gesproken van de hervestiging van de Palestijnse vluchtelingen en niet van bijvoorbeeld de Koerdische Syriërs die in vluchtelingenkampen in Noord-Irak verblijven? Spreeker zal daarover een amendement indienen.

Wat is trouwens het standpunt van onze regering omtrent het Europees wapenembargo tegen Syrië?

Mevrouw Matz zal wijzigingen in het voorstel van resolutie voorstellen door amendementen in te dienen. Spreekster is het eens over de hervestiging van de Palestijnen maar er zijn meer details nodig, meer bepaald over het aantal betrokken personen. In het eerste punt van het dispositief staat « Syrische vluch-

«réfugiés syriens». Il serait mieux de parler de «réfugiés en provenance de la Syrie» puisqu'il y a aussi des réfugiés palestiniens.

Mme Tilmans souhaite avoir des explications en ce qui concerne le point 2 du dispositif.

M. Anciaux conclut que la proposition de résolution bénéficie d'un large soutien.

Le texte de la proposition demande une attention spécifique pour les 500 000 réfugiés palestiniens qui séjournent actuellement dans différents camps installés en Syrie. Cependant, il ne saurait être question de n'avoir d'yeux que pour ce groupe de réfugiés. La proposition de résolution à l'examen reste muette à propos de l'embargo sur les armes. Même s'il n'y a pas d'unanimité sur ce point au sein de l'Union européenne, l'intention de ses auteurs n'est certainement pas de lever l'embargo sur les armes décrété contre la Syrie. La reprise des livraisons d'armes ne résoudra pas le conflit. De plus, une fois la guerre terminée, il y a fort à parier que ces armes ne feront qu'aggraver la situation. La réinstallation (point 2 du dispositif) va plus loin que la directive sur la protection temporaire de l'Union européenne (point 1 du dispositif). Si l'on ne veut pas se contenter d'approuver un texte uniquement pour la forme, le minimum reste en tout cas d'organiser un accueil temporaire pour ces réfugiés.

M. Vanlouwe trouve qu'il faudrait réaliser une étude pour voir si les livraisons d'armes provoquent une augmentation ou une diminution du flux de réfugiés. Si une solution est trouvée au conflit, l'éventuelle réinstallation n'aura qu'un caractère temporaire.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères expose que le gouvernement entend aider toutes les organisations humanitaires actives en Syrie, mais aussi en dehors du pays. Les pays voisins qui sont submergés de réfugiés seront également soutenus. Fin janvier 2013, une importante conférence de donateurs s'est tenue au Koweït, lors de laquelle 1,5 milliard de dollars ont été promis pour les efforts de l'ONU en Syrie mais surtout dans les pays voisins.

Au point 4 du dispositif de la proposition de résolution, on se réfère aux fonds débloqués pour l'aide. Or, tous ces fonds ne sont pas encore débloqués afin d'aider les organisations humanitaires sur place.

Notre gouvernement a décidé d'intensifier l'aide en la portant de 2,5 millions d'euros en 2008 à 9 millions d'euros au début 2013. 4,5 millions ont été attribuées pour des activités de *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA) en Syrie, 1 million pour le *World Food Programme* et 1 million d'euros de l'UNHCR pour les réfugiés en Jordanie.

telingen» vermeld. Het zou beter zijn om te spreken van «vluchtelingen uit Syrië» omdat er ook Palestijnse vluchtelingen zijn.

Mevrouw Tilmans wenst meer uitleg over punt 2 van het dispositief.

De heer Anciaux concludeert dat er grote steun bestaat voor het voorstel van resolutie.

Er wordt specifieke aandacht gevraagd in het voorstel van resolutie voor de 500 000 Palestijnse vluchtelingen die op dit ogenblik in de verschillende Syrische kampen verblijven. Het is echter niet de bedoeling om enkel oog te hebben voor deze groep vluchtelingen. Over het wapenembargo als dusdanig is in dit voorstel van resolutie geen uitspraken gedaan. De auteurs van het voorstel van resolutie zijn zeker geen voorstander om het wapenembargo tegen Syrië op te heffen al bestaat er binnen de Europese Unie geen eensgezindheid over. Door verdere wapenleveringen zal het conflict niet worden opgelost en daarenboven dreigen deze wapens na afloop van de oorlog, de toestand alleen maar te verergeren. De hervestiging (punt 2 van het dispositief) gaat verder dan de tijdelijke beschermingsrichtlijn van de Europese Unie (punt 1 van het dispositief). Het minimum blijft in elk geval de tijdelijke opvang van de vluchtelingen, wil men hen niet enkel lippendienst bewijzen.

De heer Vanlouwe vindt dat moet worden onderzocht of wapenleveringen de vluchtelingenstroom zullen vermeerderen of doen afnemen. Als er een oplossing komt voor het conflict, zal de mogelijke hervestiging een tijdelijk karakter hebben.

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken deelt mee dat de regering alle humanitaire organisaties wil helpen die actief zijn in Syrië, maar ook daarbuiten. De buurlanden die overspoeld worden door vluchtelingen zullen ook steun krijgen. Eind januari 2013 vond er een belangrijke donorconferentie plaats in Koeweit waarbij 1,5 miljard dollar werd beloofd voor de VN-inspanningen in Syrië maar vooral in de buurlanden.

In punt 4 van het dispositief van het voorstel van resolutie, verwijst men naar fondsen die vrijgemaakt zullen worden voor hulp. Al die fondsen zijn echter nog niet vrijgemaakt om de humanitaire organisaties ter plaatse te helpen.

Onze regering heeft beslist haar hulp op te voeren van 2,5 miljoen euro in 2008 tot 9 miljoen euro begin 2013. Er werd 4,5 miljoen toegekend aan de activiteiten van de *United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs* (OCHA) in Syrië. Één miljoen ging naar het *World Food Programme* en één miljoen euro naar de UNHCR voor de vluchtelingen in Jordanië.

Sur les 2,5 millions d'euros d'aide prévus en 2008, 1 million d'euros ont été accordés au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et 600 000 euros ont été alloués à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA) au titre de l'aide aux réfugiés palestiniens à l'intérieur du territoire syrien.

Lors de la visite qu'il a effectuée à la fin du mois de février 2013 dans un camp de réfugiés syriens en Jordanie, le ministre des Affaires étrangères, M. Reynders, a promis d'augmenter l'aide humanitaire aux réfugiés syriens au vu de la détérioration de la situation.

La première priorité est de faire en sorte que les organisations humanitaires internationales puissent acheminer l'aide auprès des personnes qui en ont besoin, que ce soit en Syrie même ou dans les pays voisins. Sur ce plan, la collaboration avec les autorités syriennes est difficile. Il en est d'ailleurs question au point 3 de la proposition de résolution. Les agences des Nations unies ne peuvent pas travailler dans des régions contrôlées par l'opposition car les autorités syriennes leur refusent l'accès au territoire par la frontière turque. L'accès transfrontalier est interdit.

Il y a quelques mois, M. Reynders, ministre des Affaires étrangères, a lancé une initiative humanitaire afin d'améliorer l'accès à l'aide humanitaire à l'intérieur du territoire syrien. Il y est explicitement fait référence au point M des considérants de la proposition de résolution. On pourrait compléter ce point en soulignant que la communauté internationale insiste pour que l'on intensifie la pression sur les parties belligérantes afin qu'elles respectent le droit humanitaire international.

L'UNWRA se préoccupe depuis des années du sort des 500 000 réfugiés palestiniens en Syrie. Quelque 360 000 Palestiniens auraient besoin d'aide en Syrie. Environ 30 000 Palestiniens résideraient au Liban et au moins 5 500 auraient fui vers la Jordanie. Cela signifie que la majorité des Palestiniens restent en Syrie et que l'UNWRA reste active dans ce pays.

L'intervenant conclut que la proposition de résolution peut traiter soit de la situation humanitaire en Syrie, soit du sort des réfugiés palestiniens en Syrie.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères renvoie au cabinet de Mme De Block, secrétaire d'État à l'Asile et la Migration.

Évidemment il faut trouver de préférence une solution politique durable au problème humanitaire.

Wat betreft de 2,5 miljoen euro toegekend in 2008, ging 1 miljoen euro naar het *International Committee of the Red Cross* (ICRC) en 600 000 euro naar het *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East* (UNRWA) voor de hulp aan de Palestijnse vluchtelingen in Syrië zelf.

Toen de heer Reynders, minister van Buitenlandse Zaken, eind februari 2013 een bezoek bracht aan een kamp voor Syrische vluchtelingen in Jordanië, heeft hij beloofd de humanitaire hulp aan de Syrische vluchtelingen te verhogen gelet op de verslechterende situatie.

De grootste prioriteit blijft de toegang van de internationale humanitaire organisaties tot de mensen in nood niet enkel in Syrië zelf maar ook in de buurlanden. De samenwerking op dit gebied met de Syrische autoriteiten verloopt moeizaam. Dit komt aan bod in punt 3 van het voorstel van resolutie. De Syrische autoriteiten geven geen toelating aan de VN-agentschappen om het land binnen te komen langs de grens met Turkije om te kunnen werken in gebieden die worden gecontroleerd door de oppositie. De cross border toegang wordt niet toegekend, cross-conflict lines.

De heer Reynders, minister van Buitenlandse Zaken, heeft enkele maanden geleden een humanitair initiatief gelanceerd om de toegang tot humanitaire zorg te verbeteren binnen Syrië. In punt M van de considerans van het voorstel van resolutie wordt hiernaar uitdrukkelijk verwezen. Dit punt kan aangevuld worden met een verwijzing naar het feit dat de internationale gemeenschap erop aandringt om meer druk uit te oefenen op de strijdende partijen om het internationaal humanitair recht na te leven.

UNWRA is al jarenlang bezig met het lot van de 500 000 Palestijnse vluchtelingen in Syrië. Zo'n 360 000 Palestijnen zouden hulp nodig hebben in Syrië. Zo'n 30 000 Palestijnen zouden in Libanon verblijven en minstens zo'n 5 500 zouden naar Jordanië gevlucht zijn. Dit wil dus zeggen dat de meerderheid van de Palestijnen binnen Syrië blijven en dat UNWRA actief blijft in Syrië.

Spreeker concludeert dat het voorstel van resolutie ofwel kan handelen over de humanitaire situatie in Syrië ofwel over het lot van de Palestijnse vluchtelingen in Syrië.

De vertegenwoordiger van de minister van buitenlandse Zaken verwijst naar het kabinet van mevrouw De Block, staatssecretaris voor Asiel en Migratie.

Uiteraard moet er bij voorkeur een duurzame beleidsoplossing worden gevonden voor het humanitaire probleem.

Dans le cadre de l'embargo sur les armes décrété par l'Union européenne, le ministre des Affaires étrangères reste ouvert au débat. L'embargo européen sur les armes permet d'apporter une assistance technique et autorise la livraison de matériel non létal. Le Conseil européen a donné aux ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne un mandat pour discuter de cet embargo sur les armes au cours du «Gymnich» informel de fin mars 2013 à Dublin.

Le ministre pose aussi la question du risque de prolifération des armes en Syrie et dans la région, y compris après la fin du conflit. Dans la situation actuelle, le régime de Damas continue à recevoir des livraisons d'armes en provenance de Russie et d'Iran. Dans le camp d'en face, les groupes d'opposition les plus radicaux sont armés par plusieurs pays de la région tandis que les groupes d'opposition les plus modérés ne disposent pas des mêmes moyens.

Le ministre rappelle aussi qu'il faudra se demander comment renforcer l'opposition syrienne, car cette discussion ne se limite pas aux armes.

La représentante du ministre de la Coopération au Développement explique que le ministre entend donner l'aide humanitaire selon les besoins du terrain en Syrie. Le mandat humanitaire répond à trois principes, à savoir sauver les vies, alléger les souffrances et préserver la dignité humaine. L'aide doit également être accordée dans le respect des critères propres du droit humanitaire, à savoir l'indépendance, l'impartialité, la neutralité et l'humanité. Sur cette base, le ministre opère la sélection des projets et des acteurs dans le cadre des principes du *Good Humanitarian Donorship* auxquels la Belgique a souscrit en 2003.

En avril 2012 déjà, M. Magnette, alors ministre de la Coopération au Développement, avait réagi à la crise en Syrie par rapport aux personnes déplacées, mais aussi envers les réfugiés, y compris en ce qui concerne leur situation dans les pays limitrophes.

À l'occasion de l'«*International Humanitarian Pledging Conference for Syria*» qui s'est tenue le 30 janvier 2013 à Koweït City, la Belgique a ajouté un financement additionnel de 4,5 millions d'euros aux 2 millions avancés en 2012 via les budgets de la Coopération au développement. Il s'agit d'un effort spécial pour la Syrie, qui sort du cadre de la contribution annuelle de notre pays au budget des agences des Nations unies comme la OCHA, qui coordonne les actions des acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux dans le domaine de l'aide humanitaire.

Au sein de l'UE, un groupe de travail, la *Working Party on Humanitarian Aid and Food Aid* (CO-

In het kader van het EU- wapenembargo, blijft de minister van Buitenlandse Zaken open voor debat. Het EU-wapenembargo laat technische bijstand toe maar ook levering van *non-lethal* materiaal. De Europese Raad heeft de ministers van Buitenlandse Zaken van de EU een mandaat gegeven om over dit wapenembargo te praten tijdens de informele «Gymnich» van einde maart 2013 in Dublin.

De minister stelt ook de vraag naar het risico van een mogelijke proliferatie van de wapens in de toekomst zowel in Syrië als in de regio, ook na de beëindiging van het conflict. In de huidige situatie blijft het regime in Damascus wapens ontvangen via Rusland en Iran. Van de andere kant, worden de meest radicale oppositiegroepen bewapend door verschillende landen uit de regio terwijl de meest gematigde oppositiegroepen niet over dezelfde middelen beschikken.

De minister wijst er ook op dat er moet nagedacht worden over de wijze waarop de Syrische oppositie kan versterkt worden want het is meer dan een discussie betreffende wapens.

De vertegenwoordigster van de minister voor Ontwikkelingssamenwerking legt uit dat de minister humanitaire hulp wil geven op basis van de noden op het terrein in Syrië. Het humanitair mandaat beantwoordt aan drie beginselen, namelijk levens redden, leed verlichten en de menselijke waardigheid bewaren. Hulp moet ook worden gegeven in navolging van criteria die eigen zijn aan het humanitair recht, namelijk onafhankelijkheid, onpartijdigheid, neutraliteit en menselijkheid. Op basis hiervan selecteert de minister projecten en actoren binnen de beginselen van *Good Humanitarian Donorship* waartoe België zich heeft verbonden in 2003.

Al in april 2012 reageerde de heer Magnette, toenmalig minister voor Ontwikkelingssamenwerking, op de crisis in Syrië voor wat ontheemden betreft, maar ook inzake vluchtelingen, met inbegrip van hun situatie in de buurlanden.

Ter gelegenheid van de «*International Humanitarian Pledging Conference for Syria*» die plaatsvond op 30 januari 2013 in Koweït City, gaf België een bijkomende financiering van 4,5 miljoen euro bovenop de reeds geschonken 2 miljoen in 2012 via de budgetten van de Ontwikkelingssamenwerking. Het gaat om een bijzondere inspanning voor Syrië, die buiten de jaarlijkse bijdrage valt die ons land aan de agentschappen van de Verenigde Naties geeft zoals het OCHA dat de acties coördineert van regeringen en niet-gouvernementele organisaties inzake humanitaire hulp.

Binnen de EU werd er een werkgroep opgericht, de *Working Party on Humanitarian Aid and Food Aid*

HAFa), a été mis en place afin de coordonner les efforts des États membres.

Mme Van dermeersch est d'avis que les résolutions n'ont qu'un impact très limité. Avant que le conflit éclate en Syrie, la gauche a pris parti pour le président Assad.

L'intervenante trouve qu'il y a déjà beaucoup de réfugiés palestiniens qui sont réinstallés sur le territoire de l'Union européenne et estime dès lors qu'il serait préférable de les accueillir dans leur propre région afin de les aider à développer leur avenir.

Mme Arena précise que la proposition de résolution aborde uniquement la question humanitaire. Il s'agit d'une situation très complexe qui peut englober beaucoup d'aspects, y inclus la situation militaire et la question de la stabilité politique.

IV. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

Considérants

Point B

Amendement n° 3

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 3 tendant à remplacer le point B des considérants par ce qui suit : « B. vu les marques de solidarité et de responsabilité exprimées par les pays voisins qui, malgré leurs moyens limités, accueillent les réfugiés de Syrie; »

Mme Douifi explique qu'elle se préoccupe de tous les réfugiés et qu'il est souhaitable d'utiliser la formulation la plus large possible. (discussion sur le point 2)

L'amendement n° 3 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point M

Amendement n° 4

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 4 qui tend à remplacer le point M des considérants par ce qui suit : « M. vu l'appel lancé par la Belgique, soutenu par quarante-neuf États, lors du Forum humanitaire sur la Syrie qui a eu lieu le 19 février 2013 à Genève, pour que toutes les parties respectent le droit international humanitaire de façon à améliorer l'accès aux soins de santé en Syrie; »

Mme Douifi explique qu'il est important de souligner que l'amélioration de l'accès aux soins de santé en Syrie s'inscrit dans le respect du droit international

(COHAFa), om de inspanningen van de lidstaten te coördineren.

Mevrouw Van dermeersch is van mening dat resoluties zeer weinig slagkracht hebben. Vóór het uitbreken van het conflict in Syrië werd er door de linkerkant, partij gekozen voor president Assad.

Spreekster vindt de hervestiging van Palestijnse vluchtelingen binnen de Europese Unie zeer verregaand en is dan ook van oordeel dat vluchtelingen best in hun eigen regio worden opgevangen om daar hun toekomst uit te bouwen.

Mevrouw Arena verduidelijkt dat het voorstel van resolutie alleen over het humanitaire aspect gaat. Het gaat om een zeer complexe situatie waar veel aspecten bij komen kijken, waaronder de militaire situatie en de kwestie van de politieke stabiliteit.

IV. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Considerans

Punt B

Amendement nr. 3

Mevrouw Douifi c.s. dient amendement nr. 3 in dat ertoe strekt punt B van de considerans als volgt te vervangen : « B. gelet op de blijken van solidariteit en verantwoordelijkheid van de buurlanden die de vluchtelingen uit Syrië, ondanks hun beperkte middelen, opvangen; »

Mevrouw Douifi legt uit dat zij bekommerd is om alle vluchtelingen en een zo breed mogelijke formulering wenst te gebruiken. (discussie over punt 2)

Het amendement nr. 3 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt M

Amendement nr. 4

Mevrouw Douifi c.s. dient amendement nr. 4 in, dat ertoe strekt punt M van de considerans, als volgt te vervangen : « M. gelet op de oproep van België, gesteund door negenenveertig Staten tijdens het Syrische Humanitair Forum op 19 februari 2013 in Genève, tot het respecteren door alle partijen van het internationaal humanitair recht opdat de toegang tot gezondheidszorgen in Syrië zou verbeteren; »

Mevrouw Douifi legt uit dat het belangrijk is te benadrukken dat een verbeterde toegang tot de gezondheidszorgen in Syrië in het respect voor het

humanitaire. La nature de l'aide humanitaire est ainsi formulée de manière plus correcte.

L'amendement n° 4 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point N (nouveau)

Amendement n° 5

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 5 qui tend à ajouter dans les considérants un point N (nouveau), rédigé comme suit: «N. vu la résolution sur la Syrie, adoptée le 27 mars par l'Union interparlementaire, lors de sa 128^e Assemblée générale à Quito;»

Mme Douifi précise que lors de la 128^e Assemblée générale de l'Union interparlementaire du 27 mars 2013, l'Union a adopté une résolution lançant un appel en vue de l'octroi d'un soutien financier et matériel aux réfugiés, en vue de la libération des fonds promis lors de la conférence des pays donateurs au Koweït, à hauteur de 1,5 milliard de dollars américains, et en vue de l'octroi d'un abri et d'une protection aux réfugiés.

L'amendement n° 5 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Dispositif

Point 1

Amendement n° 1

Mme Vermeulen et consorts déposent l'amendement n° 1 qui tend à remplacer, au point 1 du dispositif, les mots «applique aux réfugiés syriens la directive sur la protection temporaire (2001/55/CE)» par les mots «applique la directive sur la protection temporaire (2001/55/CE) aux réfugiés syriens et, en particulier, aux réfugiés qui se trouvent dans une situation humanitaire très précaire en raison de leur origine ethnique ou religieuse, comme les réfugiés palestiniens ou kurdes;».

M. De Nijn rappelle que la Syrie est une espèce de patchwork de peuples et de religions différents, ce qui est une des raisons de la guerre civile qui fait rage dans ce pays. Ce sont souvent les Kurdes et les Palestiniens qui en font les frais et il est urgent de leur accorder toute l'attention nécessaire.

Mme Douifi explique qu'elle se soucie de tous les réfugiés en provenance de Syrie et que c'est la raison pour laquelle elle a opté pour cette formulation plus large dans son amendement n° 6.

internationaal humanitair recht kadert. Op deze manier wordt de aard van de humanitaire hulp correcter geformuleerd.

Amendement nr. 4 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt N (nieuw)

Amendement nr. 5

Mevrouw Douifi c.s. dient amendement nr. 5 in dat ertoe strekt een nieuw punt N toe te voegen aan de considerans, luidend als volgt: «N. gelet op de resolutie die de Inter-Parlementaire Unie op 27 maart inzake Syrië goedkeurde op hun 128e algemene Vergadering in Quito;»

Mevrouw Douifi legt uit dat tijdens de 128e algemene Vergadering van de Inter-Parlementaire Unie op 27 maart 2013, deze een resolutie goedkeurde waarin opgeroepen werd tot het verlenen van financiële en materiële steun aan de vluchtelingen, tot het vrijmaken van de beloofde fondsen van 1,5 miljard dollar tijdens de donorconferentie in Koeweït en tot het bieden van een onderkomen en bescherming aan de vluchtelingen.

Amendement nr. 5 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Dispositief

Punt 1

Amendement nr. 1

Mevrouw Vermeulen c.s. dient het amendement nr. 1 in dat ertoe strekt in het dispositief, punt 1 als volgt aan te vullen: «en in het bijzonder voor vluchtelingen die in een zeer precare humanitaire situatie zitten door hun etnische of religieuze afkomst, zoals de Palestijnse of Koerdische vluchtelingen;»

De heer De Nijn stipt aan dat Syrië eerder een lappendeken is van verschillende volkeren en religies, wat één van de redenen is waarom de burgeroorlog daar nu woedt. De Koerden en de Palestijnen betalen dikwijls het gelag en daarom moet aan hen dringend aandacht worden besteed.

Mevrouw Douifi legt uit dat zij bekommerd is om alle vluchtelingen uit Syrië en dat zij daarom in haar amendement nr. 6 deze bredere formulering heeft gebruikt.

Amendement n° 6

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 6 qui tend à remplacer le point 1 du dispositif par ce qui suit : « 1. de plaider, lors d'une session du Conseil européen, pour que l'Union européenne mène une action collective et coordonnée et d'envisager la prise en charge de réfugiés de Syrie en leur appliquant la directive sur la protection temporaire (2001/55/CE); ».

Mme Douifi rappelle que la directive sur la protection temporaire (2001/55/CE) offre à l'Union européenne un moyen d'accueillir temporairement des citoyens en provenance de Syrie et de leur octroyer un permis de séjour valable pour la durée de la période de protection, après quoi ces réfugiés peuvent retourner dans leur pays. Il s'agit en effet surtout de leur offrir une aide humanitaire.

Le 6 mars 2013, le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR) a déjà apporté son aide à un million de réfugiés en provenance de Syrie. En outre, il y a encore deux millions de personnes déplacées qui se trouvent toujours en Syrie et chaque jour, des milliers de personnes franchissent la frontière afin de se rendre dans les pays voisins. Il est fort probable que d'ici la fin de l'année 2013, trois millions de personnes auront fui la Syrie. Dans les pays frontaliers, les équipements sociaux sont mis à rude épreuve et les infrastructures d'accueil arrivent à saturation. Ainsi, le Liban accueille plus de 400 000 réfugiés sur son territoire et en Jordanie, l'afflux de 420 000 réfugiés a fait augmenter la population de près de 10 %. L'attention est attirée sur le fait que la directive sur la protection temporaire doit être appliquée de manière collective et coordonnée par l'Union européenne aux réfugiés en provenance de Syrie.

M. Hellings estime que les amendements 6 et 12 visent à adoucir le sens de la proposition de résolution. Dans la version originale du point 1, il est demandé au gouvernement de plaider pour appliquer au réfugiés syriens, la directive sur la protection temporaire. Il s'agit d'un signe de solidarité envers un peuple qui vit une tragédie et pas d'un hébergement permanent.

Le représentant du ministre des Affaires étrangères signale que le ministre a plaidé pour une plus grande coordination au niveau de l'Union européenne vis-à-vis des réfugiés en provenance de la Syrie. La directive sur la protection temporaire ne constitue qu'une mesure parmi d'autres dont l'Union européenne dispose. Notre pays soutient également les institutions internationales qui accordent de l'aide à ces réfugiés.

L'amendement n° 1 est rejeté par 7 voix contre 3 et 1 abstention. L'amendement n° 6 est adopté par 10 voix contre une.

Amendement nr. 6

Mevrouw Douifi c.s. dient amendement nr. 6 in dat ertoe strekt het punt 1 van het dispositief als volgt te vervangen : « 1. tijdens een Europese Raadszitting te pleiten voor een gezamenlijke en gecoördineerde Europese actie en te overwegen om vluchtelingen uit Syrië op te vangen door de Tijdelijke Beschermingsrichtlijn (2001/55/EG) op hen toe te passen; ».

Mevrouw Douifi stipt aan dat de tijdelijke beschermingsrichtlijn (2001/55/EG) de Europese Unie een middel biedt waardoor burgers uit Syrië tijdelijk opgevangen kunnen worden en een verblijfsvergunning krijgen voor de duur van de beschermingsperiode, waarna ze naar hun land kunnen terugkeren. Het gaat immers vooral om het bieden van humanitaire hulp.

Op 6 maart 2013, ondersteunde de UNHCR al een miljoen vluchtelingen uit Syrië. Daarnaast zijn er nog twee miljoen ontheemden die nog in Syrië zitten en steken er dagelijks duizenden mensen de grenzen over naar de buurlanden. De kans is reëel dat tegen het einde van 2013, drie miljoen mensen Syrië zullen zijn ontvlucht. In die buurlanden komen de sociale voorzieningen onder druk te staan en bereiken de opvangmogelijkheden hun grenzen. Zo herbergt Libanon meer dan 400 000 vluchtelingen en is de omvang van de Jordaanse bevolking met 420 000 vluchtelingen of met maar liefst tien procent gestegen. Hier wordt beklemtoond dat de toepassing van de Tijdelijke Beschermingsrichtlijn op de vluchtelingen uit Syrië een gezamenlijke en gecoördineerde Europese actie moet zijn.

De heer Hellings vindt dat amendementen 6 en 12 tot doel hebben de inhoud van het voorstel van resolutie te verzachten. In de originele versie van punt 1 wordt de regering verzocht om ervoor te pleiten dat de Tijdelijke Beschermingsrichtlijn wordt toegepast op de Syrische vluchtelingen. Dit is een teken van solidariteit ten overstaan van een volk dat een tragedie kent. Het gaat niet om permanente huisvesting.

De vertegenwoordiger van de minister van Buitenlandse Zaken merkt op dat de minister gepleit heeft voor meer coördinatie op het niveau van de Europese Unie, wat de vluchtelingen uit Syrië betreft. De Tijdelijke Beschermingsrichtlijn is slechts één van de maatregelen waarover de Europese Unie beschikt. Ons land steunt bovendien andere internationale instellingen die hulp bieden aan deze vluchtelingen.

Amendement nr. 1 wordt verworpen met 7 stemmen tegen 3 bij 1 onthouding. Amendement nr. 6 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1.

Point 2

Amendement n° 2

Mme Vermeulen et consorts déposent l'amendement n° 2 tendant à remplacer le point 2 du dispositif par ce qui suit: «2. de demander aux autres États membres européens, lors du prochain Conseil européen des ministres des Affaires étrangères, quelle est leur position au sujet de la réinstallation permanente de réfugiés syriens, en particulier d'origine kurde ou palestinienne, et combien de réfugiés ils seraient prêts à accueillir à cette fin sur leur propre territoire;»

Amendement n° 12

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 12 qui vise à supprimer le point 2 du dispositif.

Mme Douifi souligne qu'avant de se poser la question de la réinstallation, il faudrait mieux connaître les besoins spécifiques des Syriens en la matière. Il est donc préférable de se concentrer sur le rétablissement de la paix et sur la manière dont on peut remédier à la situation humanitaire en Syrie et dans les pays voisins.

M. Hellings estime que la question palestinienne traverse la crise syrienne et il estime que ce point de la proposition de résolution devrait rester comme tel.

M. De Nijn est entièrement d'accord avec l'amendement n° 12 et retire l'amendement n° 2. L'amendement n° 12 est adopté par 10 voix contre 1.

Point 4

Amendement n° 7

Mme Douifi et consorts déposent un amendement n° 7, visant à remplacer, au point 4 du dispositif, les mots «fonds débloqués» par les mots «fonds promis».

Mme Douifi explique que lors de la conférence internationale des bailleurs de fonds qui s'est tenue au Koweït, des fonds ont été promis à hauteur de 1,5 milliard de dollars américains. À l'heure actuelle, le montant des fonds libérés n'atteint que 200 millions de dollars. Il est donc plus correct de parler de fonds promis.

L'amendement n° 7 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Punt 2

Amendement nr. 2

Mevrouw Vermeulen c.s. dient het amendement nr. 2 in dat ertoe strekt in het dispositief, punt 2 als volgt te vervangen: «2. bij de volgende EU-Raad Buitenlandse Zaken andere EU-lidstaten te bevragen over hun standpunt inzake de permanente hervestiging van Syrische vluchtelingen, in het bijzonder van Koerdische en Palestijnse origine, en over hoeveel vluchtelingen de individuele lidstaten bereid zijn te hervestigen in hun land;»

Amendement nr. 12

Mevrouw Douifi c.s. dient het amendement nr. 12 in dat ertoe strekt punt 2 van het dispositief te doen vervallen.

Mevrouw Douifi legt er de nadruk op, dat vooraleer we de vraag tot hervestiging stellen, er eerst meer duidelijkheid gewenst is over de specifieke noden van de Syriërs op dit vlak. Het is daarom beter om te focussen op het herstel van de vrede en de aanpak van de humanitaire situatie in het land en de buurlanden.

De heer Hellings vindt dat de Palestijnse kwestie de Syrische crisis doorkruist en dat het voorstel van resolutie in dit opzicht onveranderd moet blijven.

De heer De Nijn is het volledig eens met het amendement nr. 12 en trekt het amendement nr. 2 in. Amendement nr. 12 wordt aangenomen met 10 stemmen tegen 1.

Punt 4

Amendement nr. 7

Mevrouw Douifi c.s. dient het amendement nr. 7 in dat ertoe strekt in punt 4 van het dispositief de woorden «vrijgemaakte fondsen» te vervangen door de woorden «belofde fondsen».

Mevrouw Douifi legt uit dat tijdens de internationale donorconferentie in Koeweit er voor 1,5 miljard dollar aan fondsen werd beloofd. Op dit ogenblik zijn nog maar voor 200 miljoen dollar aan fondsen vrijgemaakt. Het is dus correcter om over belofde fondsen te spreken.

Amendement nr. 7 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Point 6 (nouveau)

Amendement n° 8

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 8 qui tend à compléter le dispositif par un point 6 rédigé comme suit: «6. de plaider auprès des donateurs internationaux afin que les pays voisins de la Syrie qui accueillent des réfugiés en provenance de Syrie reçoivent l'aide financière promise dans les meilleurs délais;»

Mme Douifi explique qu'il est capital que ces fonds arrivent non seulement en Syrie même, mais aussi dans les pays voisins qui accueillent les réfugiés en grand nombre.

L'amendement n° 8 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point 7 (nouveau)

Amendement n° 9

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 9 tendant à compléter le dispositif par un point 7 (nouveau) rédigé comme suit: «7. de militer pour qu'une partie des fonds affectés à l'aide humanitaire soit consacrée à l'aide psychosociale, à l'enseignement et à la protection des enfants;».

Mme Douifi explique que si l'on veut éviter que les horreurs de la guerre n'engendrent une génération perdue, il est important de veiller à ce qu'une partie des fonds affectés à l'aide humanitaire soit consacrée à l'aide psychosociale, à l'enseignement et à la protection des enfants qui ont fui la Syrie ou se trouvent encore dans le pays.

L'amendement n° 9 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point 8 (nouveau)

Amendement n° 10

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 10 tendant à compléter le dispositif par un point 8 nouveau rédigé comme suit: «8. de poursuivre les efforts diplomatiques déployés sur le plan tant bilatéral que multilatéral pour permettre à la communauté internationale de trouver une solution politique négociée en vue de rétablir la paix et la sécurité en Syrie;».

Mme Douifi explique qu'il ne sera possible d'améliorer véritablement la situation humanitaire que si les différentes parties parviennent à une solution politique négociée qui permette de rétablir la paix et la sécurité en Syrie.

Punt 6 (nieuw)

Amendement nr. 8

Mevrouw Douifi c.s. dient het amendement nr. 8 in dat ertoe strekt een nieuw punt 6 toe te voegen aan het dispositief, luidende: «6. er bij de internationale donors voor te pleiten dat de buurlanden van Syrië die vluchtelingen uit Syrië op hun grondgebied opvangen zo vlug mogelijk de beloofde financiële hulp krijgen;»

Mevrouw Douifi stelt dat het van groot belang is dat die fondsen niet enkel kunnen terechtkomen in Syrië zelf maar ook bij de buurlanden die een groot aantal vluchtelingen opvangen.

Amendement nr. 8 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt 7 (nieuw)

Amendement nr. 9

Mevrouw Douifi c.s. dient het amendement nr. 9 in dat ertoe strekt een nieuw punt 7 toe te voegen aan het dispositief, luidende: «7. ervoor te ijveren dat een deel van de fondsen voor humanitaire hulp besteed worden aan psychosociale steun, onderwijs en bescherming voor kinderen;».

Mevrouw Douifi legt uit dat om te vermijden dat de gruwel van de oorlog voor een verloren generatie zorgt, het belangrijk is dat een deel van de fondsen voor humanitaire hulp besteed worden aan psychosociale steun, onderwijs en bescherming voor de kinderen die Syrië ontvlucht zijn of zich nog in het land bevinden.

Amendement nr. 9 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt 8 (nieuw)

Amendement nr. 10

Mevrouw Douifi c.s. dient het amendement nr. 10 in dat ertoe strekt een nieuw punt 8 toe te voegen aan het dispositief, luidende: «8. de diplomatieke inspanningen zowel op bilateraal als multilateraal vlak voort te zetten opdat de internationale gemeenschap tot een onderhandelde politieke oplossing kan komen om de vrede en de veiligheid in Syrië te herstellen;».

Mevrouw Douifi legt uit dat de humanitaire situatie pas echt kan aangepakt worden als de verschillende partijen tot een onderhandelde politieke oplossing komen, waardoor de vrede en de veiligheid in Syrië hersteld kunnen worden.

L'amendement n° 10 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Point 9 (nouveau)

Amendement n° 11

Mme Douifi et consorts déposent l'amendement n° 11 qui tend à compléter le dispositif par un point 9 nouveau rédigé comme suit : «9. d'insister, lors de la prochaine session du Conseil européen, pour que, quand on parle des problèmes syriens, ce soit d'une seule voix européenne.».

Mme Douifi souligne que les négociations menées avec les différentes parties au conflit dans le cadre de la diplomatie européenne ne pourront porter leurs fruits que si l'Europe parle d'une seule voix.

L'amendement n° 11 est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

V. VOTE FINAL

L'ensemble de la proposition de résolution amendé est adopté à l'unanimité des 11 membres présents.

Confiance a été faite aux rapporteurs pour la rédaction du présent rapport.

Les rapporteurs,

Patrick DE GROOTE.
Jean-Jacques DE GUCHT.

Le président,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-1986/4 — 2012/2013).

Amendement nr. 10 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Punt 9 (nieuw)

Amendement nr. 11

Mevrouw Douifi c.s. dient het amendement nr. 11 in dat ertoe strekt een nieuw punt 9 toe te voegen aan het dispositief, luidende: «9. er tijdens de volgende Europese raadzitting op aan te dringen met één Europese stem te spreken over de Syrische problemen;».

Mevrouw Douifi stipt aan dat de Europese diplomatie tijdens onderhandelingen met de verschillende partijen in het conflict enkel resultaten zal kunnen boeken als er met één Europese stem wordt gesproken.

Amendement nr. 11 wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

V. EINDSTEMMING

Het geamendeerde voorstel van resolutie in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 11 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteurs voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteurs,

Patrick DE GROOTE.
Jean-Jacques DE GUCHT.

De voorzitter,

Karl VANLOUWE.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk Senaat, nr. 5-1986/4 — 2012/2013).